

République Française
Département Yvelines
Commune de Boissets

DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 15/02/2018

Nombre de membres		
Afférents	Présents	Qui ont pris part au vote
11	6	6

Vote
A l'unanimité
Pour : 6
Contre : 0
Abstention : 0

L'an 2018, le 15 Février à 20:30, le Conseil Municipal s'est réuni, lieu ordinaire de ses séances, sous la présidence de Monsieur CHEIX Jacques, MAIRE, en session ordinaire. Les convocations individuelles, l'ordre du jour ont été transmises par écrit aux membres du Conseil Municipal le 08/02/2018. La convocation et l'ordre du jour ont été affichés à la porte de la Mairie 08/02/2018.

Présents : M. CHEIX Jacques, MAIRE, Mmes : QUÉRÉ Valérie, SIVY Sylvie, MM : GEFFROY Laurent, GROSSE Daniel, MAILLIER Thierry

Absent(s) : Mmes : ALLAIN Valérie, MECHALY Audrey, MM : GRACIA Patrick, JOURNIAT Georges, TRUQUET Francis

Acte rendu exécutoire après dépôt
en Sous-Préfecture de
Mantes-la-Jolie
Le : 16/02/2018
Et
Publication ou notification du :

A été nommée secrétaire : M. GROSSE Daniel

2018_003 – DROIT DE PREEMPTION URBAIN

Le Maire indique au conseil municipal que l'article L.211-1 du code de l'urbanisme permet aux communes dotées d'un plan local d'urbanisme approuvé d'instituer, par délibération, un droit de préemption urbain sur les zones U.

Ce droit de préemption permettra à la commune de mener une politique foncière en vue de la réalisation d'opérations d'aménagement répondant aux objectifs définis à l'article L.300-1 du code de l'urbanisme ou pour constituer des réserves foncières en vue de permettre la réalisation des dites actions ou opérations d'aménagement.

Le conseil municipal,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L 2122-22-21 °

VU le code de l'urbanisme et notamment les articles L. 210-1, L. 211-1 et suivants, l'article L. 300-1 et les articles R.211-1 et suivants, VU la délibération du conseil municipal en date du 15 février 2018 approuvant le Plan Local d'Urbanisme,

Considérant que l'adoption du Plan Local d'Urbanisme permet à la commune l'instauration sur les zones U délimitées au plan lorsqu'il n'a pas été créé de zone d'aménagement différé (ZAD) ou de périmètre provisoire de zone d'aménagement différé sur ces secteurs.

Considérant que l'instauration de ce droit de préemption urbain, lequel permet notamment la constitution de réserves foncières sur les zones urbaines délimitées dans le PLU permettrait notamment à la commune de Boissets de :

- mettre en œuvre un projet urbain ;
- répondre à une politique locale de l'habitat ;
- organiser le maintien, l'extension ou l'accueil des activités économiques ;
- favoriser le développement des loisirs et du tourisme ;
- réaliser des équipements collectifs ;
- lutter contre l'insalubrité et l'habitat indigne ou dangereux ;
- permettre le renouvellement urbain ;
- sauvegarder ou de mettre en valeur le patrimoine bâti ou non bâti et les espaces naturels ;
- réaliser des aménagements collectifs publics et d'intérêt général ;
- veiller à la bonne application du document d'urbanisme.

Considérant, que le CGCT permet au conseil municipal de donner délégation à Monsieur le Maire pour exercer en tant que besoin le droit de préemption urbain,

Entendu l'exposé de monsieur le Maire, après en avoir délibéré, le conseil municipal :

- décide d'instituer le droit de préemption urbain sur l'ensemble des zones U telles que délimitées dans le PLU ;
- donne délégation à Monsieur le Maire pour l'exercice du droit de préemption urbain au nom de la commune en application de l'article L.2122-22 du CGCT ;
- autorise Monsieur le Maire à signer tout document se rapportant à cette affaire ;
- indique que la présente délibération fera l'objet des mesures de publicité suivantes, conformément aux dispositions de l'article R.211-2 et 3 du code de l'urbanisme : affichage de la délibération en mairie pendant 1 mois, mention de la délibération dans deux journaux diffusés dans le département.

La présente délibération entrera en vigueur à compter de l'accomplissement de ces formalités, la date à prendre en considération pour l'affichage en mairie étant celle qu premier jour où il est effectué. Indique que la présente délibération fera l'objet des notifications suivantes conformément à l'article R211-3 du code de l'urbanisme :

- Le Directeur Départemental des Finances Publiques,
- Le service instructeur urbanisme de la Communauté de Communes ...

Envoyé en préfecture le 20/02/2018

Reçu en préfecture le 20/02/2018

Affiché le

ID : 078-217800762-20180215-2018_003-DE

- Le Conseil Supérieur du notariat
- La Chambre des Notaires des Yvelines
- Le Barreau du Tribunal de Grande Instance de Versailles
- Le Greffe du Tribunal de Grande Instance de Versailles

Fait et délibéré les jours, mois et an susdits.
Au registre suivent les signatures

Pour copie conforme :
A Boissets, le 16/02/2018

Le Maire
Jacques CHEIX



